

devant l'insistance avec laquelle la Chine revendique ses droits sur Taiwan, tout en acceptant la réalité, se dessine la possibilité d'un genre d'association entre les deux — un État souverain et un État associé, ou une région autonome bénéficiant d'une mesure considérable d'indépendance.

Malgré ses liens historiques de longue date avec Taiwan, le Japon considère toujours ce sujet comme politiquement tabou dans ses relations avec la Chine. Pour le Japon, le point le plus chaud sur la scène régionale est celui de l'occupation de ses îles septentrionales par l'URSS. Récemment, il a été proposé que le Japon ne demande que le retour des deux îles les plus rapprochées, soit celles de Kunashiri et d'Etorofu et accepte que les autres îles ne soient pas fortifiées. Ce compromis pourrait sourire à l'URSS advenant l'annulation de l'accord de sécurité réciproque entre le Japon et les États-Unis. Le nouveau gouvernement du premier ministre Ohira n'est cependant pas disposé à accroître son budget de défense. Dans la philosophie nipponne, la prospérité économique passe avant toute chose, et c'est pourquoi l'accent sera mis sur l'amélioration des conditions de vie par le biais de programmes d'habitation, de santé et d'assistance sociale.

Il n'en demeure pas moins que des pressions se font sentir en vue d'un rôle plus indépendant et plus positif du Japon dans les affaires internationales. Lors des élections récentes à la présidence du PLD, le « faucon » Nakasone récoltait 15 p. cent des suffrages, à la surprise générale. Sa campagne avait été articulée autour de slogans tels que la révision de la Constitution de façon à légitimer la force d'autodéfense; il prônait l'adoption d'une « loi d'urgence », c'est-à-dire une loi permettant la délégation des pouvoirs aux militaires en cas d'attaque ou de crise. Outre les pressions sur le gouvernement japonais pour qu'il dote le Japon d'une force anti-sous-marine efficace, il y aura également des pressions pour que soit assurée la sécurité des « voies d'approvisionnement » reliant le Japon à l'Asie du Sud-Est.

C'est donc en Asie du Sud-Est que vont maintenant se mesurer les superpuissances. Les Soviétiques ont l'intention d'y reprendre, du moins en partie, le terrain qu'ils ont pu perdre en Extrême-Orient. L'aide accélérée dont bénéficie le Vietnam et la chute de Phnom Penh semblent avoir renversé la vapeur au détriment de la Chine. En plus de l'éventualité de querelles frontalières avec l'« Ours du nord », cette dernière devra probablement faire face à des problèmes au sud. Les Soviétiques ont trouvé preneur au Vietnam pour leur conception de la sécurité collective en Asie du Sud-Est. Hanoï souscrit à l'idée d'une grande Indochine sous son hégémonie.

Toute tension à la frontière aura pour effet de ralentir la Chine dans la voie du progrès où elle s'est engagée à fond. Aux yeux des Chinois, il importe avant tout que les « quatre modernisations » indispensables, soit celles des armements, de l'industrie, de l'agriculture et des sciences et de la technologie, soient réalisées le plus rapidement possible. Avec le temps, les États-Unis pourraient se révéler être un partenaire idéal dans l'effort de modernisation de l'arsenal de défense de la Chine, et le Japon est probablement destiné à devenir le principal artisan de son industrialisation. Si le Canada désire faire partie de ce « consortium occidental » de bons samaritains, sa participation devra se limiter au secteur de l'agriculture, et peut-être aussi sur une base conjointe à celui des sciences et de la technologie, en particulier dans le domaine de la prospection pétrolière où sa suprématie ne serait plus à démontrer. Inévitablement, les nations occidentales industrialisées, ainsi que le Japon, rivaliseront entre elles pour se tailler une place sur le marché chinois. Les observateurs avertis ont déjà mis les nations industrialisées en garde contre la tentation de verser dans un optimisme imprudent et de voir dans la Chine la solution à tous leurs maux. Après tout, le Japon l'emportera probablement sur presque tous les tableaux, et ce, pour des raisons d'ordre à la fois historique, géographique et économique.